

Les négociations sur le climat restent dans l'impasse

Marielle Court, envoyée spéciale à New York

23/09/2009 | Mise à jour : 07:38 | Commentaires 3 | Ajouter à ma sélection



Une rue de Beijing, en Chine, en février dernier. Hu Jintao a annoncé mardi une réduction «des émissions de dioxyde de carbone par point de croissance économique d'ici à 2020 comparativement à leur niveau de 2005». Crédits photo : AP

Nicolas Sarkozy propose un sommet entre les chefs d'État des principales économies de la planète à la mi-novembre.

Les embouteillages dans le cœur de New York étaient, mardi matin, à la hauteur de l'événement. Une centaine de chefs d'État et de gouvernement étaient réunis dans l'enceinte de l'ONU pour une réunion exceptionnelle consacrée au climat. Une nouvelle grand-messe à l'appel du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, destinée à donner **l'indispensable coup de fouet avant le sommet de Copenhague** en décembre prochain.

«Le changement climatique est la question géopolitique la plus pressante du XXI^e siècle, a insisté Ban Ki-moon. Mais les glaciers fondent plus vite que les négociations sur le climat n'avancent...» Une nouvelle fois, le secrétaire général des Nations unies a donc «exhorté les pays à parvenir à un accord scientifique robuste».

Un appel repris au bond par le président de la République française, Nicolas Sarkozy. «Il nous reste 87 jours. Face à la complexité de cette négociation, la France propose que les chefs d'État des principales économies, qui représentent 80 % des émissions, se retrouvent à la mi-novembre. Il leur reviendra de préciser leurs engagements pour assurer le succès de Copenhague.» Une façon sans doute de rappeler que plus on avance, plus il apparaît indispensable que la négociation se situe désormais au plus haut niveau politique.

Si les Nations unies sont souvent l'enceinte des petits pas, Hu Jintao, le

président chinois, a pris une longueur d'avance en s'engageant à réduire «notablement» les émissions de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone ou CO2, méthane...) dans son pays. «Nous allons réduire nos émissions de dioxyde de carbone par point de croissance économique d'ici à 2020 comparativement à leur niveau de 2005», a-t-il annoncé à la tribune. Il s'agit pour ce pays, qui est désormais le plus gros pollueur de la planète juste devant les États-Unis, de faire en sorte que la croissance économique de la Chine ne s'accompagne plus d'une hausse équivalente d'émissions de CO2. «C'est la première fois que ce pays fait une telle annonce devant l'assemblée des Nations unies», s'est réjoui Jean-Louis Borloo, le ministre de l'Écologie.

Cet engagement s'appuie sur un programme important de développement des énergies renouvelables. «Chaque année, la Chine double sa capacité d'éolien», rappelle **Hélène Pelosse**, la directrice générale d'**Irena** (Institut international pour les énergies renouvelables), qui vient de se créer à Abu Dhabi (Émirats arabes unis). En ajoutant le nucléaire, «nous allons accroître la part des énergies non fossiles dans la consommation du pays à environ 15 % d'ici à 2020», a encore précisé Hu Jintao.

Face à lui, Barack Obama est apparu plus figé en campant fermement sur ses positions. Certes, a rappelé le président américain, «les États-Unis ont fait plus dans les huit derniers mois qu'à tout autre moment de leur histoire», mais le chef de la première puissance mondiale s'est montré sourd à la demande répétée de l'Europe de réviser à la hausse ses objectifs en matière de réduction de gaz à effet de serre. Ses alliés lui reprochent de ne pas souscrire à des objectifs aussi ambitieux que ceux qu'a adoptés en décembre dernier l'Union européenne avec le fameux «paquet» **climat-énergie**. Soit un engagement de réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 par rapport à leur niveau de 1990.

Barack Obama, il est vrai, est pieds et poings liés par le projet de loi sur le climat et l'énergie, actuellement en discussion au Sénat. Une situation d'autant plus stressante que c'est sur un scénario identique que Bill Clinton avait trébuché au moment de la préparation de l'actuel protocole de Kyoto. À l'époque, le président américain, qui s'était engagé à ratifier le texte, avait été désavoué par les parlementaires.

À l'instar de Hu Jintao, Barack Obama a listé un nombre important d'initiatives lancées dans son propre pays. Voitures propres, énergies renouvelables, éolien offshore, efficacité énergétique... sans oublier une mesure révélatrice d'un changement radical par rapport à son prédécesseur. «Nous allons travailler à une suppression des subventions publiques aux carburants», a-t-il annoncé. Mais il «ne faut pas se faire d'illusions, le plus dur reste à faire», a reconnu le président.

De quoi donner du grain à moudre au nombre toujours très important de sceptiques et de pessimistes convaincus que l'on court à l'échec. «S'il n'y a pas de signature à Copenhague», a expliqué de son côté Yvo de Boer, le chef d'orchestre pour l'ONU de la négociation climat, «cela va dévaster les relations transatlantiques». Le tic-tac du compte à rebours ne cesse de s'amplifier.

LE FIGARO · *fr*